Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 24 (1932)
Heft: 4

Artikel: La crise économique : causes et remèdes
Autor: Milhaud, Maurice
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383854

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

24me année | Avril 1932 | No 4

La crise économique.

Causes et remèdes.

Par *Maurice Milhaud*, docteur ès sciences économiques.

Les manifestations de la crise.

Le marasme des affaires n'avait jamais atteint un tel degré depuis les débuts de l'industrialisme. D'innombrables entreprises industrielles et commerciales travaillent à temps réduit, ferment leurs portes et même font faillite. Aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie et le commerce, les prix se sont progressivement affaissés au point de n'être plus rémunérateurs. Cet affaissement des prix a des conséquences véritablement odieuses. Aux Etats-Unis, dans le Kansas, une partie de la production de blé est utilisée sur place comme combustible pour chauffer les chaudières des locomotives, alors que dans certaines régions du monde, des hommes, des femmes et des enfants meurent de faim. Par milliers les sacs de café sont jetés à la mer, au Brésil, où l'on préfère détruire des stocks plutôt que de voir les prix subir de nouvelles baisses. La même politique est observée par les producteurs de caoutchouc, de ce caoutchouc qui sert pourtant à la confection d'un nombre infini d'objets utiles à toute l'humanité. Des décisions sont prises pour détruire une partie de la récolte de coton. Dans de grands pays les dirigeants de l'économie décident que l'année prochaine on emblavera moins de blé, que l'on plantera moins... partout la production est restreinte.

Par suite du manque général de confiance, l'argent est retiré des affaires: on cache l'or. La finance est abattue. Les banques ne prêtent plus volontiers aux producteurs, elles ne peuvent même plus satisfaire aux exigences de la clientèle. Elles ferment leurs guichets et sautent, accumulant ainsi les ruines et les misères. Des financiers, parmi les plus puissants, assistant à la déconfiture de leurs affaires gigantesques, se suicident. Le taux de l'intérêt baisse, les dividendes des actions sont réduits ou même supprimés; celles-ci sont tombées aux cours les plus bas qui aient jamais été enregistrés. Les pertes subies du fait que les équipements techniques ne produisent que partiellement ou sont inactifs se chiffrent par milliards.

L'une des manifestations sociales de la crise, le chômage, ne cessant de croître depuis deux ans, le monde compte plus de 20 millions de chômeurs, ce qui représente au moins 70 millions d'êtres humains qui sont privés des moyens d'existence provenant de leur activité ou de celle de leur soutien naturel.

Les conséquences de cette situation catastrophique sont les suivantes: D'une part, la crise engendre la crise, les industriels, les commerçants, les agriculteurs, les financiers, les rentiers, les salariés ayant des revenus qui se rétrécissent tous, leurs possibilités d'acheter, et par conséquent de consommer, diminuent en proportion. La diminution des achats entraîne alors une nouvelle réduction de la production qui oblige les industriels à renvoyer de nouveaux salariés. A leur tour ces nouveaux chômeurs ne pouvant plus acheter tout ce dont ils ont besoin, contribuent à rendre encore plus sévère la crise. C'est ainsi que depuis deux ans la situation n'a cessé d'empirer. D'autre part, la persistance dans le monde d'un nombre si élevé de sans-travail met en danger le régime social actuel. De plus en plus nombreuses sont les manifestations de chômeurs qui s'insurgent contre leur sort et cela s'explique, car une société, dans laquelle les individus vivent du revenu de leur travail, a le devoir de leur procurer le travail dont ils ont besoin pour subsister.

I.

Les causes de la crise.

Nous ne saurions nous contenter de constater que la crise est grave; il importe de rechercher ses causes.

Pour notre part, nous pensons que les causes de la stagnation économique sont multiples: les unes passagères, dues à la conjoncture défavorable, les autres durables, conséquences de la structure actuelle du monde. Il coexisterait donc deux crises principales qui agiraient simultanément, ce qui explique l'acuité et la persistance du malaise actuel.

La crise de conjoncture.

La crise passagère est une crise de conjoncture, dite aussi crise cyclique. Ce serait une de ces crises comme en ont connu les Etats industriels, approximativement tous les dix ans, depuis la révolution industrielle. On sait ce qu'il faut entendre par crise cyclique. En période de stabilité politique, les affaires étant prospères et l'argent facilement dépensé, les prix ont une tendance à monter. L'ascension des prix est un encouragement aux achats immédiats, chacun étant tenté de passer ses commandes avant que ne soient décidées de nouvelles hausses. Il en résulte un accroissement de l'activité économique, stimulé par les crédits facilement accordés par les banques qui reçoivent en dépôt beaucoup d'argent épargné. Les prix devenus plus rémunérateurs, incitent à la création de nouvelles entreprises... Mais il arrive un moment où la production est devenue trop considérable et où les prix sont trop

élevés pour les besoins à satisfaire. L'atmosphère paraît viciée. On estime inévitable de réduire le volume de la production et d'opérer des ajustements de prix. Dès ce moment, l'acheteur éventuel préfère remettre à plus tard ses achats, convaincu qu'il y trouvera son profit. Le phénomène inverse de celui que nous avons décrit se produit et il s'ensuit une baisse progressive des prix accompagnée d'un ralentissement de la production qui permettront à l'économie de retrouver un point d'équilibre sain au niveau duquel les affaires se poursuivront normalement pendant quelques années. Alors un nouveau boom se produira, qui sera suivi d'une nouvelle dépression.

Dans la mesure où la crise actuelle serait une crise de conjoncture, elle ne serait vraisemblablement pas très loin de son fond, car, d'une part, les stocks d'un grand nombre de produits manufacturés se sont à la longue épuisés: il faut donc produire, et, d'autre part, le niveau des prix actuels excessivement bas encouragerait le retour à l'activité. Des tentatives récentes de reprises boursières, à la nouvelle d'un règlement des dettes de réparation et de la réunion de la Conférence du désarmement, avaient montré combien le monde des affaires escompte un prochain retour à la prospérité. Malheureusement, l'ajournement de la Conférence de Lausanne et les affaires de Chine ont fait triompher une fois encore les pessimistes. Il n'en reste pas moins que la fin de cette crise de conjoncture qui ne dépend plus guère que de facteurs psychologiques ne saurait se faire longtemps attendre.

La crise de structure.

L'autre crise, dite de structure, est autrement préoccupante que la crise de conjoncture. C'est parce qu'elle existe, que lorsque la crise de conjoncture sera passée, un nombre considérable d'entreprises industrielles et commerciales ne pourront rouvrir leurs portes et plusieurs millions d'hommes resteront sans emploi, malgré leur désir d'être occupés. Il importe donc de rechercher ses causes profondes et de les éliminer, mais pour cela il faudrait que nous revisions complètement nos conceptions officielles sur les relations économiques devant exister entre les Etats, ce qui ne se fera pas sans heurter bien des préjugés et bien des intérêts à vrai dire souvent mal compris.

On ne peut saisir toute l'ampleur de cette crise de structure sans savoir combien l'économie mondiale a été malmenée depuis le début de la grande guerre. Par deux fois, tout l'appareil économique a dû plier devant les exigences de la politique, s'accommoder de ses incohérences et de ses contradictions.

Si pendant tout le XIXme siècle, le réseau des relations commerciales, fruit d'un lent et patient effort, n'avait cessé de s'étendre et de se resserrer, c'est que le développement de la production avait été constamment accompagné d'une extension des débouchés et d'un accroissement de la clientèle. Progressivement et presque

harmonieusement, sous réserve des fluctuations dont il a été question, au développement de la production avait correspondu le développement de la consommation. D'ailleurs, les Etats industriels avaient intensifié leur politique coloniale pour y déverser le trop-plein de leur production et s'étaient réservé des zones d'influence pour des raisons analogues, en Orient et Extrême-Orient: Russie, Inde, Chine. Cette longue période correspond à un enrichissement continu des nations: tous les biens qui n'étaient pas destinés à une consommation immédiate accroissaient, chaque année, le capital de l'humanité de nombreux milliards.

Ce réseau de relations bien définies fut détruit le jour de la déclaration de guerre. Toutes les nations du monde, à l'exception de quelques Etats neutres, s'agglomérèrent en deux groupes économiques: le groupe des Alliés, d'une part, et celui des Empires centraux, d'autre part. De nouvelles relations d'échanges s'établirent. Pendant cinq ans, le monde travailla à une production de guerre: canons, fusils, mitrailleuses, obus, vêtements pour les soldats, gaz asphyxiants. Cette période pendant laquelle la production fut tout entière une production de consommation, a été néfaste pour l'économie de la plupart des pays. Non seulement, le capital de l'humanité ne s'est pas enrichi du travail intensif des années de guerre, mais les armées détruisirent sur les champs de bataille le fruit des efforts des générations précédentes. Autre constatation importante: l'accroissement considérable du volume de la circulation monétaire auquel les Etats n'ont pu se soustraire pendant la guerre, n'ayant pas eu la contre-partie nécessaire, puisque la production correspondante disparut en fumée, il en résulta un appauvrissement général, d'autant plus considérable que l'Etat avait plus largement recouru à l'aide fallacieuse de la planche à billets.

La paix venue, on décida sans aucun ménagement de revenir à l'ancien système. On oublia qu'il existait à Londres un Comité interallié chargé de distribuer les matières premières aux pays défavorisés. On négligea le fait qu'aux bourses de Londres et de New-York certains changes avaient été soutenus artificiellement. Dès lors, on voulut en finir avec l'économie dirigée de guerre. On rendit sans transition la liberté totale à chaque Etat espérant que les anciennes relations économiques se renoueraient telles qu'elles existaient dans le passé. Ce n'était là qu'une vaine illusion, car l'on ne tenait aucun compte des modifications profondes, qui n'ont cessé de s'accentuer depuis, intervenues entre temps dans les conditions de production et dans les besoins de la plupart des Etats, modifications qui avaient rompu les équilibres antérieurs.

En effet, les conditions nouvelles dans lesquelles les relations économiques internationales allaient reprendre étaient bien différentes de celles qui avaient prévalu avant la guerre.

Par suite de l'épuisement financier de plusieurs des principaux belligérants, aggravé pour l'Allemagne par d'importantes livraisons

en nature sans contre-partie, certains peuples, tels les peuples allemand, autrichien, hongrois, bulgare, etc., allaient être dans l'impossibilité de faire venir de l'étranger ce qu'ils y achetaient avant la guerre, alors que certains pays exportateurs, bien que riches et regorgeant d'or, ne pouvaient écouler leur production.

Les relations d'échanges entre Etats, telles qu'elles existaient avant la guerre, devaient subir également des modifications profondes dans de nombreuses régions par suite des remaniements territoriaux prescrits par le Traité de Versailles et les autres traités analogues. L'exemple le plus frappant de la non-concordance des aspirations politiques et des nécessités économiques est celui de l'ancienne double monarchie austro-hongroise. Une partie de ce pays, la Bohême, particulièrement favorisée par la nature, concentrait sur un petit teritoire les neuf-dixièmes de la production industrielle de l'ensemble de l'Autriche-Hongrie (mines de charbon, de fer et de cuivre, textile, verreries, etc.). Les Alliés créèrent la République tchécoslovaque. Ils rendirent la Hongrie indépendante de l'Autriche dont les frontières furent rapetissées. Ces changements politiques eurent de graves répercussions économiques. La Tchécoslovaquie, qui possède la Bohême, fut submergée par une production qui ne trouva plus ses débouchés habituels, alors que les économies autrichienne et hongroise, auxquelles cette production faisait défaut, subissaient de ce fait un grave préjudice.

L'élévation continue des tarifs douaniers devenus partout prohibitifs, les restrictions et interdictions d'importation, auxquelles recourent tous les Etats, maintenant que la Grande-Bretagne s'est ralliée à ce système protectionniste, sont également des traits caractéristiques des entraves nouvelles de cette période de l'après-guerre. Combien avons-nous rétrogradé dans ce domaine! Il y a quelques années, une association qui se donnait pour objectif la suppression des barrières douanières, avait fait édifier à Genève, sur le quai Wilson un baraquement abritant une carte du monde particulièrement suggestive. Les frontières politiques des Etats étaient doublées de frontières douanières, représentées par des murailles d'autant plus hautes que les tarifs étaient plus élevés. Cette carte des restrictions économiques donnait l'impression d'autant de forteresses dans lesquelles les constructeurs auraient recherché les contours les plus audacieux. Etait-il possible d'éviter que de telles murailles de Chine se dressassent sur toutes les frontières politiques? Dans la désorganisation actuelle du monde et avec leur conception encore si intransigeante de la souveraineté nationale, souvent les Etats ont été acculés à de telles mesures. Relevons quelques-unes des raisons qui les ont motivées.

Les unes ont trait à l'insécurité politique. Tout d'abord, il fut indispensable pendant la guerre de créer ou de développer certaines industries nécessaires à la défense nationale. Ainsi naquirent de nombreuses entreprises qui n'étaient pas économiquement viables dans un régime de libre concurrence. Ces entreprises que

l'on crut devoir maintenir après la cessation des hostilités, dans un sentiment d'insécurité qui ne s'est pas encore dissipé, n'ont pu avoir raison de la concurrence étrangère que grâce à des tarifs protecteurs. Ce même sentiment d'insécurité fut partagé par les Etats nouvellement créés par les traités, qui mirent leur point d'honneur à posséder des industries nécessaires à leur défense nationale et qui, pour leur permettre de se maintenir, recoururent également aux barrières douanières.

Les autres raisons résultent de l'effondrement de certaines monnaies. C'est une loi bien connue en économie politique que toute dévalorisation d'une monnaie favorise les exportations du pays qui la possède et que l'accroissement consécutif de ses exportations contribue au redressement de la devise nationale. Avant la guerre, le mécanisme joua fréquemment, dans d'étroites limites d'ailleurs. Les Etats qui, pendant la guerre, recoururent le plus largement à l'émission de papier-monnaie, subirent les conséquences de leur inflation. On assista dans certains pays à des affaissements successifs de la monnaie qui donnèrent une prime à leurs exportations d'autant plus forte que cette monnaie conservait un pouvoir d'achat interne plus élevé et que par conséquent les salaires comptés en devises-or étaient plus bas. Les Etats dont le change était élevé, menacés dans leur propre production, pour éviter l'invasion des produits des pays à change bas, se protégèrent au moyen de droits d'entrée perçus sur les produits des pays à monnaie dépréciée.

En outre, tout Etat devant effectuer en or ses payements à l'étranger, lorsque sa balance des comptes est passive, et qu'il ne peut faire des emprunts à l'extérieur ou croit devoir y renoncer, désire ne pas épuiser sa réserve d'or. Dans ce but, il est conduit à chercher le rétablissement de l'équilibre dans la restriction des importations, soit par des prohibitions ou des contingentements, soit par l'élévation des tarifs douaniers. Précisément, depuis quelques mois, un grand nombre de pays ont adopté des mesures de ce genre.

C'est pour ces diverses raisons qui s'ajoutent les unes aux autres, que les barrières douanières se dressent aujourd'hui comme des fortifications autrement redoutables et dangereuses pour l'avenir du monde, que toutes les citadelles dont se hérissent encore les frontières des Etats.

Une autre modification grave dans la structure des marchés de l'après-guerre est la perte des débouchés de l'Orient, de l'Extrême-Orient et d'Outre-mer (dominions, etc.). Conséquence directe de la guerre, les Etats de ces régions n'ayant pu recevoir des belligérants pendant les hostilités, les articles qu'ils leur livraient antérieurement, pourvurent eux-mêmes à leurs propres besoins. Ils construisirent sur place des usines qui, équipées selon les derniers progrès de la technique, sont à même, non seulement

de satisfaire les besoins de leur marché intérieur, mais encore d'exporter en Europe l'excédent de leur production.

Enfin, il n'est pas douteux que depuis la guerre, sous l'empire des progrès de la science, la technique et le machinisme, aient réalisé des progrès vertigineux. Il n'est pas d'activité humaine où la machine ne se soit substituée à une nombreuse main-d'œuvre tout en accroissant considérablement le volume de la production. Dans une série d'études que vient de publier le Bureau international du Travail sur « les aspects sociaux de la rationalisation » *, des chiffres impressionnants mettent en lumière les progrès réalisés dans le rendement. On y voit, par exemple, que, dans les cas analysés, les rendements ouvriers ont été accrus de 10 à 40 % par la sélection professionnelle, de 27 à 200 % par les nouvelles méthodes de formation des travailleurs, de 20 à 700 % par la rationalisation des mouvements, de 40 à 260 % par le travail à la chaîne, de 15 à 300 % par les modes de rémunération stimulants, de 2,8 à 33 % par l'introduction de pauses dans le travail. En ce qui concerne les procédés relatifs aux facteurs matériels, on a relevé des augmentations de rendement de 60 % par un meilleur aménagement des locaux, de 30 à 44 % par un meilleur aménagement des places de travail. Si l'on considère l'action de la rationalisation en général, on note qu'en Allemagne, de 1925 à 1928, les hausses de rendement ont été de 16 à 100 %, suivant les industries; en Autriche, de 1924 à 1927, de 27 à 78 %. Aux Etats-Unis, en 6 ans, le rendement moyen par ouvrier pour les quatre principales branches de l'activité nationale: agriculture, mines, manufactures, chemins de fer, a augmenté de 27 %.

Bien que l'on manque de données statistiques suffisantes pour déterminer avec exactitude les conséquences de la rationalisation sur l'emploi des travailleurs, il ressort de la documentation recueillie que les mesures de cet ordre entraînent une certaine marge de chômage permanent, proportionnée à l'amplitude et à la rapidité même du mouvement de la rationalisation.

Il n'est peut-être pas d'exemple plus impressionnant des répercussions de l'introduction des machines sur l'emploi que celui des industries du verre à bouteilles de la République tchécoslovaque. Tandis qu'avec les procédés de fabrication d'avant-guerre, dits procédés à la bouche, il fallait 3000 ouvriers pour satisfaire aux besoins de la production tchécoslovaque, les machines automatiques Owens qui sont aujourd'hui d'un emploi général dans les verreries à bouteilles de ce pays permettent de produire un nombre plus élevé de bouteilles avec 100 ouvriers seulement. Ainsi rien que dans cette branche, 2900 ouvriers ont dû quitter le métier.

Telles apparaissent, à cette description nécessairement longue, les modifications survenues dans les relations d'échanges, qui sont les vraies causes, apparentes ou non, de la crise.

---

* *Les aspects sociaux de la rationalisation.* Bureau international du travail: études et documents. Série B (Conditions économiques). No 18.

Il aurait fallu une chance inouïe... miraculeuse, pour que, après le retour à la paix, les relations économiques reprissent sans heurt, malgré tous ces déséquilibres et que le monde désireux d'activité et de bien-être, connût d'une manière durable la prospérité qui sembla parfois sourire à certains pays. Mais tous ces déséquilibres, toutes ces modifications dans les marchés et dans les besoins, toutes ces entraves aux importations et exportations, à la circulation, toutes ces protections pour des industries factices, toutes ces économies malsaines qui se sont développées derrière des tarifs protecteurs exagérés, nous ont conduit à l'impasse: la crise la plus terrible que le monde ait connue, l'appauvrissement le plus certain, le chômage le plus inquiétant et le plus douloureux.

II.

Les remèdes à la crise.

Il importe pourtant de trouver des remèdes. Il le faut d'autant plus que le monde est plus malade, plus exsangue. Mais précisément parce que la maladie est grave, les remèdes devront être énergiques. Devant l'étendue du désastre, il n'est pas beaucoup d'individus qui se refuseraient aux sacrifices qui seraient la condition du retour à la prospérité. Tous, industriels, commerçants, salariés, souffrent plus ou moins intensément de la crise. Le manque à gagner dont elle est la cause atteint des chiffres énormes. Comment ne pas évoquer pour chaque journée de crise tout ce qui aurait pu être produit par un machinisme qu'il faut amortir bien qu'il reste au repos?

Les remèdes généraux préconisés pour permettre le retour à une économie saine ne devraient pas être mis en échec par des cas d'espèce ou des intérêts particuliers. Les directives que nous allons commenter devraient être considérées comme la règle, précisant le but à atteindre, étant entendu que toute une série de modalités pourraient tenir compte des circonstances particulières qui ne compromettraient pas le principe même.

Puisque l'économie mondiale est atteinte de plusieurs maladies connues, nous avons à rechercher pour chacune d'elle le remède adéquat, la somme de tous ces remèdes rendant possible la guérison totale. Un médecin qui soignerait un malade se plaignant d'une infection à la gorge et de rhumatismes, lui administrerait deux médicaments, l'un pour faire passer les maux de gorge, l'autre pour maîtriser les rhumatismes. C'est dans un même esprit que les mesures suivantes seraient susceptibles de favoriser le retour à une activité économique saine, compte tenu du nombre considérable d'individus qui doivent vivre d'un travail salarié.

Le salut réside dans la collaboration internationale.

Nous sommes dans une période de défiance politique et économique comme il n'en a pas existé depuis la fin de la guerre. La guerre en Extrême-Orient et les difficultés, auxquelles se heurte

la Société des Nations, ébranlent la confiance dans les formules de collaboration internationale. Les élévations de tarifs, les contingentements, les dénonciations de traités de commerce sont si nombreux que le mot de guerre économique n'est pas exagéré pour qualifier la situation actuelle. Dans cette voie, avec cet état d'esprit, il n'y a pas de guérison possible. La solution de la crise ne peut être recherchée que dans des formules de collaboration internationale que les hommes politiques du monde entier ont le devoir de rendre possibles et de préciser.

La création d'une atmosphère de sécurité.

Le désarmement ne créera pas la sécurité. Celle-ci dépend de considérations d'ordre historique, géographique et démographique qui diffèrent pour chaque peuple. Dans la psychologie des peuples qui le réclament, elle serait réalisée, dans toute la mesure possible, par un traité d'assistance mutuelle sans réserve en cas d'agression. C'est d'ailleurs à ce prix qu'une réduction sensible des armements sera consentie par les Etats. La sécurité nous importe, pour le sujet que nous traitons, car sans elle il n'est pas de saine collaboration économique. Sans cette sécurité, la menace de guerres qui continuera à peser sur le monde, sera une entrave insurmontable aux tentatives d'élargissement des marchés, pourtant plus nécessaires que jamais, aujourd'hui que les entreprises industrielles et commerciales ne connaissent plus de frontières non seulement dans leurs transactions, mais dans leur propre gestion.

Profiter de l'occasion qui est donnée actuellement de réduire les armements est le meilleur moyen offert aux Etats de confirmer au monde des affaires la volonté de paix des dirigeants et simultanément de donner, par un effort de compréhension mutuelle, le gage de sécurité dont dépendent les sacrifices conditionnant un nouvel équilibre économique. C'est à ce prix que seront possibles certaines réformes nécessaires.

Le retour des monnaies à la parité-or.

Lorsqu'il ne subsistera plus de doutes sur la volonté des gouvernements de ne recourir, en aucun cas, à la guerre, pour solutionner des litiges entre Nations, les assises de tout l'édifice à construire auront été posées.

Mais il importera alors d'entreprendre les réformes de grande envergure qui constitueront l'ossature de la nouvelle politique économique mondiale et la première de ces réformes sera logiquement le retour à la parité-or des monnaies de tous les pays. Ce retour à la parité-or est la seconde condition du succès de la restauration économique du monde. Nous avons vu que les plus graves mesures protectionnistes avaient été dictées aux Etats dont les changes sont élevés par le besoin de protection contre l'invasion des produits des pays dont les changes sont faibles. On ne peut espérer obtenir la suppression de cette protection tant que d'im-

portantes fluctuations du cours des monnaies pourront compromettre la continuité des relations d'échanges. Or, il n'est pas de moyen plus accessible pour endiguer ces fluctuations désordonnées que de retourner au système monétaire de la parité-or, compte tenu, dans la fixation des taux, des conditions économiques des pays intéressés.

On ne manquera pas d'opposer à la réalisation de ce projet, des difficultés que l'on représentera comme insurmontables. Mais la restauration des finances des divers Etats est à la fois un problème de technique financière, un problème de politique économique et un problème de solidarité. L'examen du problème technique fera connaître les conditions qui permettraient le retour à la parité-or et à une répartition équitable de l'or entre les nations. A l'examen du problème de politique économique apparaîtront les mesures qu'il faudra prendre pour que la balance des comptes puisse s'équilibrer, ces conditions devant être recherchées en dehors de toute mesure protectionniste. Quant à l'examen du problème de solidarité, il serait de la compétence d'une conférence internationale qui étudierait les moyens de faire obtenir aux divers Etats les crédits nécessaires à l'instauration de la nouvelle politique financière. Le succès de la Conférence de la limitation des armements favoriserait de tels efforts. D'abord tous les budgets nationaux étant surchargés par les dépenses militaires, une réduction importante de ces dépenses faciliterait le retour à l'équilibre budgétaire et par étapes le remboursement des dettes. Ensuite, le succès de la Conférence, dans la mesure où il signifierait la renonciation au recours à la force, supprimerait la crainte des pays pouvant faire des prêts importants, que l'or avancé à leurs anciens ennemis ne leur serve pour des buts de guerre. Tôt ou tard, il faudra en venir à cet assainissement financier. Pourquoi ne pas en étudier tout de suite les modalités techniques, afin que les problèmes politiques soulevés puissent trouver leur solution dès l'achèvement de la Conférence de la limitation des armements?

La revision des unités économiques actuelles.

Mais en économie, l'interdépendance des facteurs ne permet pas d'envisager des solutions isolées.

Nous avons vu que la restauration financière d'un Etat ne pourrait être durable que pour autant que sa balance des payements s'équilibrerait. Ici s'impose une remarque d'une importance fondamentale: Ou bien les nécessités économiques dicteront aux Etats les limites de leur étendue, et dans ce cas les frontières politiques coïncideront avec les frontières économiques, ou bien, l'on fera dépendre l'existence et l'étendue des Etats de considérations morales, historiques, ethniques et alors il faudra bien que le divorce soit prononcé entre les frontières politiques et les frontières économiques, jusqu'au moment où l'on abolira ces dernières.

Il importe que les unités économiques soient revisées de telle

sorte que les centres producteurs puissent avoir leurs débouchés et que la balance des payements de tous les Etats puisse s'équilibrer. C'est à ce titre que le projet d'entente danubienne permettrait, pour reprendre notre exemple, de remembrer cette unité économique détruite qu'était l'ancienne monarchie austro-hongroise ou même de dépasser son cadre.

Il est bien d'autres régions du monde où de telles mesures seraient indispensables et, sous cet angle, apparaît toute la valeur pratique du projet de M. Briand, tendant à réaliser une Union européenne. Cette Union européenne rendrait possible la conclusion d'accords qui répondraient uniquement aux besoins d'une organisation économique équilibrée.

La réduction des tarifs douaniers et la suppression des barrières douanières.

Rappelons les trois raisons principales qui ont provoqué l'élévation des tarifs douaniers ainsi que de nombreuses restrictions aux échanges: le désir de sauvegarder certaines industries nécessaires à la défense nationale; celui de se préserver contre l'invasion des produits de pays à change déprécié et enfin la nécessité de ne pas épuiser la réserve d'or dont disposent les Etats pour les règlements de comptes internationaux.

L'accroissement de sécurité qui doit résulter d'une solidarité internationale effective en cas d'agression, permettrait l'abandon des industries nécessaires à la défense nationale qui ne peuvent subsister qu'à l'abri de tarifs protecteurs élevés. Il n'y aurait plus de raison d'encourager le développement des entreprises dans d'autres régions que celles où, économiquement, elles sont les plus rentables. Il suffirait d'indemniser ceux des producteurs qui auraient créé des entreprises, condamnées depuis, dans l'intérêt général.

Par l'élimination des mouvements de dépréciation des monnaies nationales, grâce au retour à la parité-or, sera donnée la stabilité des conditions des échanges internationaux dont on a besoin et de ce fait les Etats se trouveront préservés de l'invasion des produits des pays à changes dépréciés; ils pourront donc abandonner les tarifs protecteurs qui s'évertuent à préserver la production nationale contre les baisses des changes étrangers.

Enfin, s'il est douteux que la nécessité de conserver leurs réserves d'or permette aux Etats de supprimer toute restriction d'importation, les mesures qu'ils seraient amenés à prendre dans ce but ne devraient être que de courte durée. Au cas contraire, la détermination des causes du déséquilibre devrait être suivie des décisions appropriées.

Il n'en reste pas moins que l'élévation continue des tarifs douaniers, qui a tellement contribué à rendre sévère cette crise, pourrait non seulement prendre fin, mais que toute protection douanière de caractère permanent pourrait disparaître. Le but

auquel il faut tendre avec la volonté ferme de l'atteindre dans un avenir rapproché, est la suppression de toutes les entraves douanières, de toutes les interdictions d'importation et d'exportation qui rendront plus spacieux les marchés, nécessité inéluctable pour notre industrie moderne douée d'une grande capacité de rendement. Dès maintenant il importe de retourner au système des traités de commerce à long terme, strictement observés et comportant ainsi des garanties de stabilité.

La création sur place de nouveaux débouchés.

Puisque les grands marchés étrangers se sont fermés à nos exportations européennes, nous devons écouler sur place notre production accrue, en donnant le moyen de consommer à la grande masse du public, c'est-à-dire aux salariés, fonctionnaires, employés et ouvriers. Depuis la guerre, l'échelle des niveaux de consommation des diverses catégories sociales s'est modifiée: la capacité d'achat des classes moyennes a diminué dans une notable mesure, tandis que celle des travailleurs manuels a augmenté; ces derniers constituent la classe sociale qui absorbe la plus grande partie des biens de consommation. C'est pour eux que l'on produit. A une production accrue il importe donc de faire toujours correspondre une consommation accrue si l'on ne veut pas engorger le marché et provoquer une crise.

C'est parce que les salariés, dans leur ensemble, n'ont pas été en mesure d'acheter la production qui leur était destinée que la crise actuelle a éclaté et n'a cessé de s'aggraver. Il faut donc commencer par empêcher que soit diminué le pouvoir d'achat des masses et pour cela il importe de s'opposer à toutes réductions de traitement et de salaire, puisqu'elles n'aboutissent qu'à restreindre encore la consommation. Il importe surtout d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et pour cela il n'y a qu'un moyen qui heurtera certainement des esprits peu avertis, mais pourtant auquel on devra nécessairement recourir: il faut augmenter la part de rémunération du travail en ramenant à de plus modestes proportions le prélèvement du capital, appelé « profit ». C'est parce que, dans la rémunération du travail, il n'a pas été suffisamment tenu compte de l'accroissement de la production et, par suite, qu'il n'a pas été donné aux masses des possibilités accrues d'achat indispensables pour une saine circulation économique, que la production n'a pu s'écouler sans le soubresaut de la crise. Le prélèvement capitaliste trop considérable n'a fait qu'aggraver le déséquilibre entre la production et les possibilités de consommation, car les capitaux épargnés ont été placés dans de nouvelles entreprises qui ont servi à leur tour à accroître une production déjà trop volumineuse, sans que soit augmentée proportionnellement la consommation.

Les statistiques dont nous disposons sur les salaires et le rendement montrent que celui-ci a crû beaucoup plus vite que ceux-là.

Pourquoi ne pas opérer sur les profits des compressions identiques à celles exercées dans divers pays, avec succès, sur le coût de la vie. Après le réajustement inévitable, il importera de veiller au maintien de l'équilibre entre l'accroissement de la production et celui des salaires. A ce sujet comment ne pas citer la vision prophétique de Jaurès sur l'évolution de notre société capitaliste vers le socialisme *:

« C'est bien vers cette révolution bienfaisante que nous marchons. Et nous sommes bien assurés de la victoire finale du socialisme. Le capital même y travaille. Car à force de se créer des débouchés nouveaux, il aura bientôt conquis et assimilé toute la terre. Or, partout, les peuples, pénétrés par le capitalisme, entrent à leur tour dans le système de la grande production industrielle. Et lorsque tous les peuples produiront, lorsque la concurrence capitaliste sera portée au maximum, il n'y aura plus qu'un moyen de créer des débouchés nouveaux: ce sera d'appeler à une plus large consommation le peuple même qui travaille; pour cela il faudra lui laisser tout le produit de son travail. Ce sera la fin du capitalisme. La richesse créée par les prolétaires, après s'être répandue jusqu'aux extrémités de la planète et s'être brisée aux derniers rivages, refluera nécessairement vers eux. »

L'adaptation du volume de la production aux possibilités de la consommation.

La réalisation de cet équilibre sera l'un des objectifs les plus immédiats qui nous acheminera vers une économie dirigée. Pour opérer cette adaptation, deux moyens seront possibles: 1° augmenter les pouvoirs d'achat de manière à absorber ainsi la totalité de l'excédent de production; 2° diminuer la durée de fonctionnement des machines par une réduction journalière ou hebdomadaire des heures de travail. Comme il est vraisemblable que l'accroissement de la production continuera à être plus considérable que celui des possibilités de consommation, c'est par cette double action: augmentation du pouvoir d'achat et réduction des heures de travail — que l'équilibre pourrait être obtenu.

La semaine de travail pourrait être réduite à 40 heures, à 36 heures ou même être inférieure à ces limites. La réduction des heures de travail serait donc l'un des deux moyens de conjurer les crises et, sans doute, celui qui serait le plus facilement accessible, lorsque la consommation ne se développerait pas aussi rapidement que la production. La durée du travail serait véritablement le régulateur, le volant de la production.

Cette diminution des heures de travail, contre laquelle certains milieux patronaux s'élèvent, est pourtant l'une des conséquences inévitables des progrès techniques. Les progrès du machinisme n'ont pas été fonction du nombre d'êtres humains qui doivent travailler contre salaire et qui sont néanmoins, pour une

* La Petite République, 17 novembre 1898.

part importante, éliminés définitivement du processus de production. La société peut-elle tolérer à la longue la coexistence permanente d'une armée de chômeurs vivotant de subsides et de salariés occupés 48 heures ou plus? La réponse est simple: il faut réduire la durée du travail de manière à occuper le plus grand nombre possible de salariés.

En vérité, l'homme fait un travail salarié pour vivre, mais sa raison d'être n'est pas de vivre pour ce travail salarié. Il est donc équitable que les progrès de la science qui appartiennent à l'humanité tout entière, servent à toute la collectivité et libèrent le travailleur des longues prestations qui étaient justifiées, lorsque le rendement était faible, mais qui, aujourd'hui, vestiges de vieilles méthodes d'exploitation, aboutissent à une surproduction, au chômage, à la misère générale.

L'exécution de grands travaux publics.

Mais pour beaucoup de ces initiatives, constate le directeur du Bureau international du Travail dans son rapport à la XVIme session de la Conférence (1932), telles sont les difficultés, telle est la complication des circonstances économiques, psychologiques, sociales, telle est l'effroyable difficulté de passer d'une politique de réflexes instinctifs à une politique rationnelle de solidarité économique, qu'à tout prendre une politique de travaux publics paraît pouvoir être abordée avec quelque chance d'un succès plus rapide. M. *Albert Thomas*, estimant que la crise incite toujours davantage à restreindre les commandes et à comprimer les prix, voudrait donner le coup de fouet permettant la reprise de l'activité économique par l'exécution, en pleine période de stagnation, de grands travaux publics internationaux. Ces travaux, en même temps qu'ils permettraient le réemploi d'une main-d'œuvre nombreuse, rendraient nécessaires des commandes importantes dans de nombreuses industries, ce qui provoqueraient une hausse des prix, signal de la reprise et du retour à la confiance. Une politique audacieuse et systématique de travaux publics pourrait être le « démarreur » de la prospérité nouvelle. De tels travaux devraient aider à guérir la crise de structure et à prévenir, pendant un temps assez long, le retour de crises semblables.

III.

Les réalisations.

L'importance des décisions à prendre et la nature des obstacles à surmonter peuvent faire craindre que le plan esquissé ne reste confiné dans la théorie. Mais, si paradoxale qu'au plus fort de la crise une telle affirmation puisse paraître, nous disons que depuis plusieurs années déjà l'œuvre de redressement a été commencée. En effet, tout effort concerté pour permettre le retour à la santé comporte quatre étapes: la détermination des causes du mal, l'élaboration d'un plan d'assainissement, l'adoption de ce plan et, enfin, son application.

La première de ces quatre étapes — de beaucoup la plus complexe — a été depuis longtemps franchie grâce à un labeur patient et méritoire des organismes de collaboration internationale: la Société des Nations et le Bureau international du Travail, qui a permis de déterminer avec sûreté les causes du mal. Avec le concours de techniciens de premier ordre comme jamais auparavant il n'avait été possible d'en réunir à la fois, le Comité économique de la Société des Nations, des commissions composées de spécialistes, la Conférence économique internationale de 1927, ont mis le doigt sur les phénomènes qui, depuis la grande guerre, ont vicié le fonctionnement de l'économie mondiale.

Ces organismes techniques ont non seulement décelé les causes du mal; ils en ont proposé les remèdes, nous faisant pénétrer dans la seconde étape. Si bien que le plan de réorganisation économique mondiale existe en parties fractionnées, qu'il serait facile de coordonner et de compléter. Cette œuvre a été entreprise, avec une vision remarquable des buts à atteindre, par la Conférence économique internationale de 1927. Ceci montre combien ont tort ceux qui blâment les décisions de cette Conférence, parce qu'il ne leur a pas encore été donné les suites qu'elles comportent. Tous les organismes sont déjà créés, tous les spécialistes sont facilement accessibles au sein des commissions. La mise au point définitive d'un plan de redressement n'est plus un obstacle grâce à tous ces antécédents.

La troisième étape: l'adoption du plan est aussi partiellement réalisée. Dans l'ordre politique, il n'est pas de mesure plus urgente à prendre que de réduire les armements, œuvre à laquelle s'attache actuellement la Conférence convoquée par la Société des Nations après une période préparatoire de près de dix années. Il importe seulement que, par ses résultats, cette Conférence marque la volonté des gouvernements de ne pas recourir à la force pour défendre leurs intérêts et qu'elle soit accompagnée des garanties qui créeront la confiance.

Il serait, certes, nécessaire de préciser les fondements de la collaboration financière qui permettrait le retour universel à l'étalon-or. Dans le domaine financier également, les organismes techniques de la Société des Nations ont apporté leur contribution. Avec le concours de la Banque des règlements internationaux, les plans concrets de réalisation pourraient facilement être arrêtés.

Même la politique délicate entre toutes les regroupements économiques semble avoir gagné des sympathies parmi des chefs de gouvernements jusqu'ici hostiles à de telles mesures, tant devant l'acuité de la crise s'imposent les solutions de bon sens, si révolutionnaires soient-elles.

Plusieurs des décisions de la Conférence économique internationale de 1927 ont trait aux problèmes douaniers et à ceux de l'organisation industrielle, commerciale et agricole. Toute une série de mesures ont été prises depuis dix ans sur la base des

études des organismes internationaux; des vœux ont été présentés, des projets de convention ont été adoptés par les représentants des Etats, qui, pour une large part, s'il leur était donné suite ou s'ils étaient ratifiés, contribueraient au retour à la prospérité.

Les problèmes de la réduction des heures de travail ont été soulevés devant le Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Ils ont été portés à l'ordre du jour de deux sessions de la Commission du chômage du Conseil qui a adopté, sous forme de résolutions, les directives qui devraient être observées pendant la crise, afin d'éviter des licenciements et de réintégrer le plus grand nombre possible de travailleurs dans la production. Cette commission considère que les réductions individuelles de la durée du travail en période de crise devraient faire osciller celle-ci autour de quarante heures, réparties de préférence sur cinq jours. Elle a chargé le directeur du Bureau international du Travail d'envisager pour différentes industries des accords internationaux et, prenant connaissance des vœux des organisations ouvrières en faveur d'une semaine de quarante heures, et de l'avis formulé par certains industriels qui envisagent comme possible une réduction des heures de travail après le rétablissement de la prospérité dans les industries où le progrès technique a été considérable, elle a invité le Bureau à étudier cette question et à soumettre ultérieurement au Conseil les informations recueillies.

Reste l'accroissement du pouvoir d'achat des masses, auquel se sont rattachés les représentants des organisations ouvrières au sein de l'Organisation internationale du Travail et dont l'efficacité est niée par les représentants patronaux. Ce problème nous paraît néanmoins fondamental et il ne nous semble pas qu'il soit longtemps possible de s'en tenir à une attitude purement négative à son égard. Il devrait être repris en recherchant par quels moyens pratiques, tout en tenant équitablement compte des intérêts en cause, le but recherché pourra être atteint.

La quatrième et dernière phase de ce plan de réorganisation consiste en sa mise en vigueur. Elle est particulièrement importante puisque c'est d'elle que dépend le succès de tous les efforts antérieurs. Il ne suffit pas, en effet, de décider telle ou telle mesure, il faut qu'elles soient appliquées. Or, pour que les diverses suggestions préconisées soient réalisables, il importe qu'elles deviennent effectives dans un ordre déterminé. La première en ordre de toutes ces mesures est celle destinée à créer l'atmosphère de paix et de confiance dans le monde. C'est parce que l'on n'avait pas tenu compte jusqu'ici de la nécessité de solutionner d'abord ce problème, que les tentatives faites, dans le domaine financier par la Conférence de Bruxelles de 1922, et dans le domaine économique, avec la trève douanière de 1927, n'ont pu aboutir à des résultats pratiques. Les Etats qui ont de l'or ne veulent pas le prêter à des ennemis possibles de demain; ceux dont le mécanisme de défense nationale serait com-

promis par l'abandon des barrières douanières ne veulent pas adhérer, pour le moment, à un tel système: les uns et les autres subordonnent la réalisation du plan financier et l'abandon des barrières douanières à un accord politique de limitation des armements et de sécurité.

De la Conférence qui est actuellement réunie à Genève, dépend donc, non seulement l'avenir politique, mais l'avenir économique de l'Europe et du monde, car si les accords politiques qui devront servir de plateforme aux réformes économiques urgentes, ne pouvaient être réalisés, ce serait toute la réorganisation financière et économique qui deviendrait impossible. Si, au contraire, un accord peut être obtenu, les étapes ultérieures du plan de réorganisation qui sont à envisager dans l'ordre suivant: conférence financière permettant le retour à la parité-or; abandon progressif des barrières douanières et accords en vue de regroupements économiques, seraient réalisables dans un délai relativement court.

Restent les efforts déployés pour que soient substituées à la simple indemnisation des chômeurs, des entreprises productives et normalement conçues qui seraient des remèdes positifs à la crise. Sur l'initiative du Bureau international du Travail, qui n'a cessé de suivre le développement de la question, la Commission d'étude pour l'Union européenne et plusieurs de ses comités, une commission mixte composée de représentants de la Commission d'étude et du conseil d'administration du Bureau international du Travail, la Deuxième Commission de l'Assemblée de la Société des Nations, l'Assemblée et le Conseil, se sont prononcés pour de tels travaux. Des propositions concrètes ont été reçues des gouvernements, priés de n'apporter que des projets « utiles à l'amélioration de l'état de crise actuel ». L'objet serait de mettre sur pied des travaux qui, dans chacun des domaines de l'activité industrielle, pourraient être utiles à la reprise de l'activité économique ou à la coopération entre les nations. Ce serait le cas d'un réseau ferroviaire européen, répondant à un plan d'ensemble; d'un système unique d'attelage automatique à adopter par tous les chemins de fer; de la coordination de tous les grands réseaux de navigation intérieure: Rhône-Rhin, Rhin-Danube; de la construction d'un réseau routier européen nécessaire à la prospérité du continent et notamment d'autoroutes, ainsi que de la création d'un superréseau électrique continental qui permettrait une distribution rationnelle de l'électricité en Europe. Les divers projets concrets soumis par les gouvernements devaient être examinés le 30 mars 1932 par le comité d'étude des questions de travaux publics et d'outillage national de la Société des Nations.

Il n'est pas douteux que si les Etats voulaient apporter une collaboration sincère à un plan de redressement qui s'inspirerait des principes exposés, le retour du monde à la prospérité pourrait être envisagé pour un avenir assez rapproché.